PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Dossier

N° 19 du 02.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
RIA Novosti - Bachar al-Assad «PO: toute ingérence occidentale en Syrie risque d'enflammer la région».
Syrie, la France s'apprête-elle à entrer dans une nouvelle guerre?
1 Dossier
1-1 Fida DAKROUB : Après l'assassinat de Kadhafi : la Libye occupée, la Syrie en attente.
1-2 Après la Libye Bernard-Henri Lévy part en guerre contre la Syrie.
2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
2-1 Louis Denghien : Qui avait – vraiment – intérêt à tuer Mechaal Tamo ?
2-2 Le colonel français Alain Corvez : "le complot tramé contre la Syrie vise son rôle régional clé. "
2-3 Pierre Khalaf : Pour Washington, le Liban devrait être l'arrière-base des opposants syriens.
2-4 Guy Delorme : Les contradictions internes du président Ghalioun, reflets de celles de l'opposition extérieure ?
2-5 New Orient News : La vague colonialiste se brisera en Syrie.
2-6 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie. (1)
2-7 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie. (2)
2-8 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie (3)
3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage
3-1 Le régime est solide et Bachar al-Assad est populaire.
3-2 Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien.
3-3 Pr. Elias Zahlaoui : Lettre ouverte d'un prêtre syrien à Alain Juppé

Tiré à part

RIA Novosti - Bachar al-Assad «PO: toute ingérence occidentale en Syrie risque d'enflammer la région».

Toute ingérence occidentale en Syrie provoquera "un tremblement de terre" qui enflammera tout le Proche-Orient, a prévenu le président syrien Bachar al-Assad dans une interview accordée dimanche au quotidien britannique The Suday Telegraph.
"Les pays occidentaux entendent renforcer leur pression, mais la Syrie diffère de l'Egypte, de la Tunisie et du Yémen. Son histoire et sa politique sont différentes.
La Syrie constitue le centre du Proche-Orient et tout problème dans le pays enflammera la région entière.
Voulez-vous voir un nouvel Afghanistan ou des dizaines d'Afghanistan?" a posé la question rhétorique le chef de l'Etat syrien.
"Si le plan est de diviser la Syrie, cela revient à diviser la région entière", ajoute le président syrien.
Selon le chef d'Etat, les forces de sécurité syriennes ont commis "beaucoup d'erreurs" au début de la contestation visant son régime mais elles visent désormais uniquement des "terroristes".

Depuis le 15 mars dernier, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime en place. Selon l'opposition et les défenseurs des droits de l'Homme, la répression de la révolte populaire en Syrie par les forces de sécurité aurait déjà fait plus de 3.000 morts.
Plusieurs Etats occidentaux ont appelé le président Assad à démissionner.
Pour sa part, Damas officiel dément ce chiffre et affirme que près de 1.500 personnes, dont 1.100 militaires et policiers, ont été tués par des "éléments terroristes armés".
RIA Novosti - 30/10/2011
Agence russe
http://fr.rian.ru/world/20111030/191738278.html

Syrie, la France s'apprête-elle à entrer dans une nouvelle guerre?

Lors d'une interview accordée à la télévision syrienne mardi 18 octobre, le colonel français Alain Corvez a tenté de répondre à cette question.
D'emblée, il a affirmé que la France ne devrait pas chercher à déclencher une nouvelle guerre.
Aux dires du général, le complot qui se trame contre la Syrie vise son rôle clé dans la région.
{C}« L'adoption de la politique américaine par le président français Nicolas Sarkozy porte préjudice à la renommée de la France censée ne pas s'ingérer dans les affaires des autres pays. Quels sont les vrais motifs de Sarkozy à changer ses positions vis-à-vis de la Syrie ? », s'est-il demandé, soulignant que l'intérêt de la France suppose le respect des droits des peuples et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. Soulignant la nécessité de distinguer les manifestants qui appellent à la réforme des groupes armés qui cherchent à s'emparer du pouvoir par la force, le colonel a accusé l'entité sioniste d'avoir participé aux événements en Syrie, ce qui confirme l'existence d'un complot extérieur visant la Syrie. Il a évoqué la situation stratégique de la Syrie, son héritage culturel et patrimonial qui font d'elle un pays incontournable dans la politique arabe et dans les solutions à plusieurs problèmes dans la région.
Corvez a ajouté que dès son accession au pouvoir, le président Bachar al-Assad voulait mettre en place des réformes en faveur du développement de son pays, suivant les impératifs de l'époque moderne, mais les circonstances extérieures l'en avaient empêché : l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri puis la guerre opposant l'entité sioniste au Liban en 2006…
Il a souligné qu'en dépit des événements qui agitent la Syrie depuis des mois, le président Bachar al-Assad a montré sa disposition à mener des réformes et a annoncé l'organisation d'élections prochainement.
Le colonel a précisé qu'il n'y aurait pas d'intervention militaire de l'OTAN contre la Syrie pour différentes raisons, entre autres parce que l'Occident n'avait pas les moyens d'ouvrir un nouveau front alors qu'il est impliqué en Libye et ne parvient pas à se sortir de l'impasse afghane. Il a ajouté que les sanctions économiques imposées à la Syrie visaient à étouffer les Syriens. Ces sanctions pourront être un obstacle mais n'empêcheront pas la Syrie de survivre.
Alain Corvez a enfin appelé les autorités françaises à considérer que ce qui se déroulait en Syrie n'était pas une révolution démocratique mais une tentative violente de certaines forces extrémistes d'imposer un nouveau régime en Syrie.
Il a invité la France à garder ses distances à l'égard des événements qui ont lieu en Syrie et dans la région, et à

ne pas intervenir dans les affaires intérieures des peuples. Il espère visiter prochainement la Syrie qui « jouit d'une culture ancienne et accueille l'un des plus anciens peuples du monde antique ».
Source : Al Manar
http://www.alterinfo.net/Syrie-la-France-s-apprete-elle-a-entrer-dans-une-nouvelle-guerre_a65864.html

---

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Fida DAKROUB : Après l'assassinat de Kadhafi : la Libye occupée, la Syrie en attente.

EXTRAIT

Rien d'étonnant à ce que Ban Ki-moon, l'aigle protecteur de l'humanité qui se montre pigeon, là où il faut dénoncer la destruction systématique de l'infrastructure de la Libye par l'OTAN, sous prétexte de protéger les civils, rien d'étonnant à ce que cet aigle ait, dès le début de l'insurrection armée en Syrie, rendu le régime syrien coupable et responsable de l'accroissement des violences.

Du paysage syrien

Dans son adresse récente au président syrien Bachar al-Assad, le 17 octobre à Berne, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon disait : « J'ai demandé instamment au président Assad de stopper ces tueries, qui sont inacceptables, avant qu'il ne soit trop tard ». Il ajouta qu'il était « totalement inacceptable que 3 000 civils aient été tués en Syrie ». M. Ki-moon continua à marteler, par son héroïsme herculéen, le régime syrien en déclarant que : « la Syrie répond qu'il y a plus de morts dans les rangs des forces de sécurité que chez les civils, il n'empêche, ces tueries doivent cesser, et je lui demande avec insistance d'engager une action urgente en ce sens ». [1]

Heureusement, cette adresse ne nous étonne pas, car il devint habituel qu'à la veille et au lendemain de chaque initiative de la part du régime syrien à entamer un dialogue entre les différentes parties composantes de la société syrienne, dans le but d'élaborer une perspective commune des reformes et des solutions à adopter, les dirigeants des puissances impérialistes, ainsi que leur *porte-parole* aux quatre points du monde, accroissent leur pression sur le président syrien Bachar al-Assad ; d'une part, ils rejettent ses initiatives, d'autre part ils amplifient leur discours « anthropophile » sur les « violations » des Droits de l'homme.

Ironiquement, ni les insurgés armés, appuyés par l'Empire étatsunien et ses alliés européens, n'entendent les cris de l'*aigle* de l'Empire, glatissant son discours « philanthrope », ni la vue perçante de cet *aigle royal* ne dépiste les actes de violences commis par les insurgés, qui pillent, brûlent et détruisent l'infrastructure du pays, et qui avancent à pas de loup vers le démembrement de la Syrie en plusieurs États-Confessions et États-Tribus.

Tristement, les médias de l'Empire étatsunien et des *provincae* continuent à produire une désinformation systématique concernant les violents bouleversements qui frappent le monde arabe, tout en créant une image fautive des événements sur le terrain. À en croire ces médias, le monde arabe aurait toujours été en saison de « *Printemps* », malgré la chaleur étouffante des bombardements lourds, partout en Libye, en Syrie, au Yémen et à Bahreïn. Aussi, les violences en Syrie auraient été une sorte de « révolution populaire » contre un président « despote » qui réprime son peuple, et qui s'enorgueillit dans son *harem*. Une image intéressante qui pourrait former un scénario pour une nouvelle série de *Le Seigneur des anneaux* (The Lord of the Rings) ; Bravo Hollywood !

Cependant, nous tenons à exprimer notre désaccord face à la version fictive des médias *impériaux*, malgré leur tendance « utopique » à voir les choses.

Nous sommes d'avis que la Syrie se trouve, depuis neuf mois, face à une conjuration atlantique, dont les joueurs principaux sont : l'Empire étatsunien, la France de *Napoléon le Petit* [2] , Nicholas Sarkozy, et la Turquie du nouveau *sultan ottoman*, Recep Tayyip Erdogan. À ces joueurs principaux, s'ajoutent aussi des joueurs subordonnés, tels que les *émirats* et *sultanats* arabes du Golf.

Malheureusement, sur le terrain, les affrontements quotidiens entre l'armée syrienne et les groupes armés, soutenus à l'extérieur par les pays mentionnés ci-dessus, coûta déjà la vie à plus de 3 000 civils, et à plus de 800 parmi les forces armées et la police.

L'exemple de Yehya Murhej, qui perdit son fils au début des violences, nous aide à rassembler les pièces de casse-tête, pour obtenir une illustration complète et réelle du paysage syrien.

Au début de l'insurrection armée en Syrie, le fils de Yehya, un soldat de l'armée syrienne, fut enlevé et tué par des groupes armés, à Daraa, le 23 mars. Le témoignage de Yehya contredit les « larmes de crocodile » du secrétaire général de l'ONU, M. Ki-moon, qui sanglote, à toute occasion, « l'atrocité » du régime syrien. Yehya dit : « Tous les correspondants étrangers savent qu'un trop grand nombre de l'armée et de la garde nationale ont été tués. Alors, comment peut-on dire que les groupes armés n'existent pas ? ». Il ajouta : « qui sont-ils ceux qui enlèvent et tuent les civils et les soldats, comme on l'a fait à mon fils ? Ceux qui prétendent que l'insurrection armée n'existe pas en Syrie sont des menteurs ». [3]

Dans un autre domaine, le correspondant du journal britannique *The Independent*, Robert Fisk, écrivit sur les violences en Syrie : « Une unité de déserteurs de l'armée syrienne, prétendant qu'elle était forte de plusieurs milliers d'hommes - une estimation qui provient probablement du département du doigt mouillé - a maintenant émergé sur internet, avec des photos de certains des hommes en uniforme. Un acte audacieux qui prouve aussi que les adversaires d'Assad, s'ils ne sont pas des « gangs », sont très certainement armés ». [4]

Somme toute, la dernière adresse du secrétaire général, M. Ki-moon, au président syrien, Bachar al-Assad, ainsi que son silence inexplicable vis-à-vis la destruction systématique de la Libye sous prétextes « humanitaires », créent l'impression que l'ONU est une organisation subordonnée à l'OTAN, et que son rôle sur la scène internationale fut réduit.

Fida DAKROUB

1-2 Après la Libye Bernard-Henri Lévy part en guerre contre la Syrie.

Préoccupée par les évènements en Libye et la déstabilisation de la Syrie, une auditrice a pris la peine de retranscrire les propos tenus par Bernard-Henri Lévy (BHL), invité du journaliste Patrick Cohen sur France Inter (*), au lendemain de l'assassinat de Mouammar Kadhafi après la destruction de la petite ville de Syrte par les forces rebelles et l'OTAN.

Ils sont révélateurs du cynisme d'un BHL, qui depuis des décennies a œuvré pour des guerres qui ont détruit des pays entiers et jeté leurs peuples dans l'horreur : Kosovo, Afghanistan, Irak, Palestine, Soudan, Libye. (Silvia Cattori)

Qui gouverne la France ?

Même si vous vouliez tourner le dos à la désinformation partisane, il se trouvera toujours une âme charitable pour vous adresser le « lien » de trop !

Nous sommes le 24 octobre, le temps pleure, les mauvaises nouvelles pleuvent, la Turquie compte ses morts sous les décombres, la Tunisie et la Libye seraient sur le point d'adopter une constitution datant du VIIème siècle (BFM TV / MaleK Chebel), les photos d'un Chef d'État mort sous les coups de l'OTAN et de leurs alliés du CNT saignent encore sous nos yeux et n'ont pas encore quitté les écrans, les dirigeants européens sont au chevet de l'Europe malade, ou très loin ailleurs...

Vous ouvrez le lien. Une fois de plus, vous voilà en face de BHL. Il répond aux questions du journaliste Patrick Cohen.

Non, il n'est pas possible d'affecter à son égard une « indifférence ironique », d'autant plus que la vitesse avec laquelle il « sonne le glas » n'a d'égale que la façon dont le journaliste lui « déroule le tapis » pour que BHL puisse aller naturellement de l'avant et nous conduire vers d'autres guerres, d'autres interventions étrangères sauvages comme en Libye (il l'a suffisamment répété), donc, vers plus de souffrances, plus de morts, et plus de blessés à vie !

Deux autres pays sont donc encore sur la liste de BHL comme faisant l'objet de la prochaine intervention : la Syrie d'abord, l'Iran ensuite annonce-t-il sans se gêner.

Pourtant, pour nos ministres et nos élus dont la responsabilité première est l'intérêt de la France, la Syrie devrait conduire nos va-t-en guerre, si peu regardants, à mieux réfléchir sur les conséquences d'une intervention qui pourraient s'avérer encore plus dévastatrices qu'en Libye. D'une part, en raison du large soutien populaire dont dispose encore Bachar el-Assad et de la cohésion de l'armée. D'autre part, en raison de l'énorme chaos qu'un changement brutal de régime risquerait d'entraîner dans la région.

Mais Monsieur BHL n'est manifestement pas de cet avis ! Il n'a que faire des souffrances et des dizaines de milliers de morts que ces interventions étrangères qu'il appelle de ses vœux entraînent au sein des peuples qui les subissent. Les sanctions économiques imposées à la Syrie visant à étouffer les Syriens, qui ont insisté sur l'unité nationale et sur leur rejet des ingérences étrangères, ne lui suffisent pas. Après avoir obtenu la destruction de la Libye et imposé le très peu crédible Conseil National de Transition comme seul représentant légitime du peuple libyen la question est : va-t-il encore décider de la politique étrangère de la France, et obtenir, comme si cela allait de soi, que la France prenne la tête d'une nouvelle intervention militaire en Syrie ?

Mouna Alno-Nakhal - Biologiste

24 octobre 2011.

Bernard Henri-Lévy répond aux questions de Patrick Cohen sur France Inter, le 21 Octobre 2011 [1]

Patrick Cohen : Bonjour BHL, que savez-vous ce matin, et ce point n'est pas anecdotique, que savez-vous de la façon dont Kadhafi a été capturé et tué ?

BHL : D'abord je crois qu'il a été capturé et tué par des révolutionnaires libyens, et pas par les forces de l'OTAN, contrairement à ce qui a été dit hier, je crois de manière un peu hasardeuse et légère, et c'est extrêmement important.

Patrick Cohen : Ce qui peut changer la vision…

BHL : Ce qui change beaucoup de choses oui, pour le CNT etc… donc ça c'est une chose… je sais parce que je l'ai vu comme tout le monde, comme les spectateurs du monde entier… c'est que la manière dont il a été mis à mort n'est pas conforme à la grandeur et à l'exemplarité de cette révolution qui se déploie en Libye depuis 8 mois. Je redis là ce que j'ai dit hier soir, ce que j'ai dit cette nuit encore à certains des responsables du CNT et notamment au Colonel dont dépendait l'unité qui a procédé à cette exécution… j'aurais… je suis de ceux qui pensent que ça aurait été mieux si, en effet, il avait été arrêté, déféré à la Cour Pénale Internationale.

La place des grands assassins, des criminels de guerre, et contre l'humanité comme Kadhafi, elle est dans le box des accusés d'un tribunal, elle est pas sur le pavé, lynché de cette manière avec ces images quand même terribles !

Patrick Cohen : Tout le monde le dit cela, y compris les autorités françaises, les gouvernements occidentaux. Mais, est- ce qu'on ne peut pas penser, BHL, qu'on évite avec un procès, un déballage qui aurait pu être embarrassant pour les compagnies pétrolières qui ont fait affaire avec lui, les gouvernements étrangers qui lui ont ouvert les bras ?

BHL : Ne commençons pas à entrer… Encore un pas et on est dans la théorie du complot ! Vous ne l'avez pas franchi… mais un pas… Non, je ne crois pas. Je crois que ce qui s'est passé là… Je connais un petit peu… pas ceux là…mais enfin… j'ai rencontré, j'ai croisé la route de certains de ces chebabs plus ou moins disciplinés, et qui n'ont pas encore eu la chance d'avoir… c'est pas si vieux… un Robert Badinter qui leur explique et qui établisse que la peine de mort est le mal… est un crime absolu ! Donc voilà : ils sont en face d'un type qui incarne pour eux toute l'horreur du monde, qui a, comme le disait Guetta tout à l'heure, qui a prolongé de deux mois inutiles cette effusion de sang cette guerre…

Patrick Cohen : Vous ne lui reconnaissez même pas un certain courage, lui n'a pas fui, s'est battu jusqu'au bout ?

BHL : Oui… bien sûr ! Il y a quelque chose… Oui… je ne sais pas si on peut appeler ça du courage, mais en tout cas il y a une certaine dignité à ne pas avoir fui… c'est possible… mais c'est pas le problème ! Moi, je vous parle des jeunes garçons qui l'ont frappé, qui l'ont blessé, et qui l'ont achevé ! Ça… croyez-moi… ils ne sont pas commandités par je ne sais quelle

main invisible qui voyait, dans un procès, le théâtre d'une grande scène où se seraient faits des déballages dont ils auraient pâti ! Je crois que ça c'est faux et c'est même l'inverse : je pense que la majorité des membres du CNT regrettent aujourd'hui qu'il n'y ait pas eu ce procès et ils le regrettent… pourquoi ? Parce qu'ils savent qu'une démocratie ça se fabrique pas sur un trou de mémoire et que, avec Kadhafi, est morte l'archive du crime, l'archive de l'horreur, l'archive de la dictature, et je ne veux pas vous donner de nom… peu importe… mais ils le regrettent. Voilà ! J'ai eu plusieurs conversations, hier soir, parce que tout ce que je vous dis là, je ne le dis pas en France, je l'ai dit en Libye, et je crois que ceux dont je vous parle sont sur cette longueur d'onde : ils auraient voulu un procès, ils auraient voulu que lumière soit faite sur les crimes perpétrés… alors il y a Lockerbie… il y a l'IRA… et puis il y a les crimes contre le peuple libyen !
Patrick Cohen : Le pays est donc libéré mais on est loin d'y voir clair sur ce que sera la Libye demain, sur ce que le CNT va faire de ces opposants kadhafistes ou islamistes.
Aujourd'hui, BHL, l'unité de ce pays ne peut plus reposer simplement sur l'anti-kadhafisme ?
BHL : Non… mais je crois que… je ne crois pas que le seul ciment du CNT ait été l'anti-kadhafisme. L'anti-kadhafisme c'était le ciment minimal ! Il y en a d'autres ! Il y a le désir de bâtir une démocratie. Il y a le désir de faire en sorte que l'islamisme radical ne soit plus la seule alternative possible à la dictature, mais soit une opinion parmi d'autres, soumise au libre choc des opinons contradictoires. Il y a le désir d'établir un État de Droit !
Patrick Cohen : Ce sera long et compliqué ?
BHL : La Lybie de Kadhafi : il n'y avait pas de Droit du tout, il n'y avait pas d'État du tout, il n'y avait pas de Nation du tout, il n'y avait même pas de Société Civile ! Il y avait une espèce de pluralité d'atomes sociaux. Il faut reconstruire tout ça ! Le CNT en est conscient ! Je crois qu'ils en ont les moyens ! Il y a des hommes tout à fait remarquables, pas seulement Mahmoud Jibril, qui sont et qui ont pris la mesure de la tâche. Ce sera compliqué, bien sûr ! Ce sera un peu long, sûrement !
Patrick Cohen : Chaotique sans doute !
BHL : Chaotique… attendez… quel est le processus révolutionnaire… vous savez… y compris d'ailleurs pour ce qui s'est passé… les images dont nous parlions tout à l'heure… les massacres de septembre pendant la révolution française en 1792, pour ne pas parler d'autres épisodes, c'est pas les Libyens qui les ont faits !!! Donc… bien sûr qu'il y aura des mouvements en arrière, des allers-retours, etc… Mais ce que je sais de ce pays fait que je… j'ai confiance… Voilà, j'ai confiance… et c'est pas seulement un acte de foi ! Je crois qu'en effet les conditions sont réunies dans les têtes et notamment parce qu'il y a eu… La grande différence avec la Tunisie et l'Égypte, c'est que les dictateurs en Tunisie et en Égypte sont partis finalement assez vite… ils se sont tirés… ils ont fui… alors en Arabie Saoudite et/ou à Charm El Sheik. Bien… là… cette guerre-là, a trempé quelque chose comme on dit d'un métal, elle a trempé l'énergie d'un peuple, elle a trempé un désir de liberté, elle a fait en sorte que se cristallise une demande de démocratie et quand ça se trempe… ça… dans le feu des combats de la fraternité, des épreuves partagées, c'est assez solide et ça ne disparaîtra pas au premier vent de la régression ou de l'islamisme, je crois que ça tiendra !
Patrick Cohen :À qui le tour aujourd'hui BHL, et que faire pour la Syrie où le régime d'el-Assad continue de réprimer et de tuer presque chaque jour ? Est-ce qu'il faut se mobiliser aussi fortement ? Est-ce que vous seriez prêt à vous mobiliser aussi fortement pour la Syrie que vous l'avez fait pour la Lybie ?
BHL : A qui le tour ? Bachar el-Assad !
Patrick Cohen : Oui. Mais comment ?
BHL : Ou... ou Mahmoud Amadinedjad, hein, ou Ahmadinedjad en Iran !
Voilà ! Il y en a deux là, qui sont évidemment dans la ligne de mire, mais, pas, pas d'la France… de l'Histoire Universelle ! C'est un théorème maintenant. C'est le théorème 2011 !
Un dirigeant qui fait donner sa police, son armée, ses milices contre son peuple, d'une manière ou d'une autre : il dégage ! Voilà, ça c'est une… c'est un théorème de l'année qui est en train de s'achever, donc, forcément Bachar el-Assad ! Forcément ! Forcément, un jour ou l'autre Ahmadinejad et le régime iranien en général. Alors… l'histoire ne se répète jamais, c'est jamais les mêmes scénari, c'est jamais les mêmes acteurs, c'est pas forcément la même initiative… Mais, l'histoire ayant plus d'imagination que les hommes, on peut supposer qu'il y aura des scénarios inédits mais dont ceux que je viens de nommer seront les victimes.
Patrick Cohen : En laissant les Syriens résister eux-mêmes et sans les aider, sans intervenir ?
BHL : Je suis partisan, je suis absolument partisan depuis le premier jour d'aider les Syriens. Vous savez dès le début, dès le mois de fffev, dès le mois de mars, j'ai dit à plusieurs reprises y compris dans des meetings sur la Syrie, qu'au fond… c'est l'absurdité de l'histoire aussi… mais la seule chance de Bachar el-Assad c'est que Kadhafi a commencé, ou plus exactement, que l'insurrection a commencé en Libye trois semaines plus tôt. Les choses auraient été différentes… euh… à trois semaines près… peut être que ce serait Bachar el-Assad qui serait aujourd'hui… euh… détrôné. Donc, je ne crois pas qu'il y ait là non plus une grande nécessité… une… un calcul géopolitique qui fasse qu'on ait choisi Kadhafi plutôt que Bachar el-Assad ! Je crois que la contingence des choses y a eu sa part ! La main du hasard et du destin, mais cette main là, elle joue pas toujours, et c'est pas une garantie pour Bachar el-Assad ! Je crois que, pour qui sonne le glas de Kadhafi, aujourd'hui il sonne pour la dictature syrienne !
Fin.
http://www.silviacattori.net/article2236.html

---

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Louis Denghien : Qui avait – vraiment – intérêt à tuer Mechaal Tamo ?

Washington et Paris – villes jumelées diplomatiquement depuis cinq ans – ont vivement réagi à l'assassinat, vendredi 7 octobre, du dirigeant kurde syrien Mechaal Tamo.
Agé de 53 ans, Tamo était une figure du récent « *Conseil national syrien* » (CNS) qui tente de fédérer, depuis la Turquie et avec l'appui des Occidentaux, divers courants de l'opposition radicale à Bachar al-Assad (*voir notre article « Les contradictions internes du président Ghalioun… », mis en ligne le 3 octobre*).
Il animait le « *Courant du Futur* », formation kurde se présentant comme « *libérale* », et il avait récemment été libéré de la prison où il avait passé trois ans et demi – encore un geste de Bachar, soit dit en passant. Ce qui n'avait pas empêché Tamo de rejeter une proposition de dialogue émanant du pouvoir.
D'après ce que l'on sait, Tamo a été abattu à son domicile de Qamichli, dans le nord-est du pays par « *quatre hommes armés et masqués* », qui ont également blessé son fils et une collègue, affirme depuis Londres l'OSDH, tandis que *Sana* prétend que Mechaal Tamo a été victime d'un commando opérant depuis une voiture, et qui a ouvert le feu sur le véhicule où avait pris place le dirigeant kurde.
Toujours est-il que l'annonce de sa mort a jeté dans la rue des milliers de Kurdes, jusque-là assez en retrait du mouvement de contestation. Et l'OSDH chiffre à 50 000 le nombre de ceux qui l'ont porté en terre samedi. La communauté kurde représenterait avec 2 millions de membres environ 10 % de la population syrienne, essentiellement présente dans la pointe nord-est du pays, avec des concentrations autour d'Alep et dans certains quartiers de Damas. Cette communauté, pour une part importante, est d'origine turque mais elle est considérée comme bien intégrée à son pays d'accueil et, en juin dernier, Bachar al-Assad a décidé d'accorder la nationalité syrienne à plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, rompant avec la politique de mise à l'écart de son père Hafez al-Assad. Dans un contexte régional explosif, où la question kurde pèse non seulement sur la Syrie, mais aussi la Turquie, l'Iran et l'Irak, ce qui s'est passé vendredi équivaut donc à allumer un briquet auprès d'une citerne d'essence.

Un meurtre qui « tombe bien », à plusieurs égards

Naturellement, les chancelleries occidentales ne sont pas les seules à avoir récupéré le cadavre encore chaud de Mechaal Tamo : la porte-parole du CNS, Bassma Kodmani, a accusé le pouvoir syrien d'avoir armé les tueurs, déclarant qu'il avait « *franchi une nouvelle étape dans la stratégie de répression* ». « *Tous les leaders de l'opposition doivent se protéger* » a encore mélodramatisé Bassma Kodmani, qui faisait aussi allusion à l'agression à Damas, dans des conditions non éclaircies, de l'opposant et ancien député Riad Seif, roué de coups par des hommes présentés par les médias étrangers comme les « *agents de sécurité* » d'une mosquée.
Si l'on s'en tient à l'adage romain « *Is fecit cui prodest* » – qu'on peut traduire par « à qui profite le crime ? » – on ne voit pas pourquoi Damas aurait fait abattre un dirigeant d'une communauté plutôt « neutre » jusque-là, alors qu'il était en train de gagner la « bataille de la rue ». Or ce meurtre est survenu vendredi matin, de quoi relancer le processus de manifestation, bien affaibli depuis des semaines. Et de fait, c'est sous l'égide du CNS que plusieurs milliers de personnes seraient descendues dans la rue, notamment autour de Damas, à Homs et à Deraa.
Ensuite, ce crime permet opportunément de faire oublier – à ceux qui le veulent bien – que jusqu'à présent, les meurtres ciblés de personnalités visaient des partisans et notables du régime, professeurs, généraux, ingénieurs (*voir notre article « La nouvelle stratégie « serial killers » des opposants radicaux à Homs », mis en ligne le 29 septembre*). Et ceux qui à Washington ou à Istambul stigmatisent la dérive criminelle du régime se sont bien gardés de réagir à l'assassinat ô combien symbolique du fils du Grand mufti (sunnite) de Syrie (*voir notre article « Plus qu'un crime, une faute : le fils du Grand mufti de Syrie assassiné », mis en ligne le 3 octobre*).
En conséquence de quoi, et nous en sommes désolés pour nos opposants « à nous », cette histoire nous paraît cousue de fil blanc. Un fil qui, si on le tirait, ne nous conduirait pas, à notre avis, aux « services » syriens, qui ne sont pas payés, a priori, pour créer des difficultés supplémentaires à leur employeur ! Dans cette tragédie syrienne, il y a, depuis le début, trop de gens, syriens ou non, qui sont prêts à tout pour obtenir la peau de Bachar et son régime. Des professionnels pour qui la provocation est un « outil de travail » comme un autre.
Louis Denghien,
10 octobre 2011
http://www.infosyrie.fr/actualite/qui-avait-%e2%80%93-vraiment-%e2%80%93-interet-a-tuer-mechaal-tamo/

2-2 Le colonel français Alain Corvez : "le complot tramé contre la Syrie vise son rôle régional clé. "

L'expert stratégique, le colonel français Alain Corvez a affirmé que le complot tramé contre la Syrie vise son rôle clé dans la région. Selon lui, l'adoption de la politique américaine par le président français Nicolas Sarkozy porte préjudice à la renommée de la France censée ne pas s'ingérer dans les affaires des autres pays.
Dans une interview accordée à la télévision syrienne, Corvez s'est interrogé sur les vrais motifs de Sarkozy à changer ses positions vis-à-vis de la Syrie. Il a souligné que l'intérêt de la France suppose le respect des droits des peuples et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays.
Corvez a accusé l'entité sioniste de jouer un rôle dans les événements en Syrie dans le cadre d'un agenda étranger bien défini. Soulignant la nécessité de distinguer les manifestants qui appellent à la réforme et les groupes armés qui cherchent à s'emparer du pouvoir par la force.
Il a indiqué qu'il n'y aurait pas d'intervention militaire de l'OTAN contre la Syrie pour différentes raisons entre autres: l'Occident n'a pas les moyens d'ouvrir un nouveau front surtout qu'il est préoccupé et impliqué en Afghanistan et en Libye sans pouvoir s'en sortir.
M. Corvez a ajouté que les sanctions économiques imposées à la Syrie visent à étouffer les Syriens, précisant que ces sanctions pourront être un obstacle mais n'empêcheront pas la Syrie de survivre.
Enfin, Corvez a appelé les autorités françaises à considérer que ce qui se déroule en Syrie n'est pas une

révolution démocratique mais une tentative violente de certaines forces extrémistes à imposer un nouveau régime à la Syrie qui convient à leur taille.
Il a invité la France à garder ses distances à l'égard des événements qui ont lieu en Syrie et dans la région et à ne pas intervenir dans les affaires intérieures des peuples.
Il a émis l'espoir de visiter prochainement la Syrie qui "jouit d'une culture ancienne et qui est l'un des pays peuplés les plus anciens dans le monde" selon ses termes.
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=34936
19/10/2011
Farid Merrad

2-3 Pierre Khalaf : Pour Washington, le Liban devrait être l'arrière-base des opposants syriens.

Une analyse de Pierre Khalaf
L'ambassadrice des Etats-Unis à Beyrouth, Maura Connelly, a donné ses instructions à la coalition du 14-Mars afin qu'elle intensifie ses actions de soutien à l'opposition syrienne au Liban.
10 octobre 2011
La diplomate est allée jusqu'à demander au ministre de la Défense, Fayez Ghosn, lors d'une rencontre officielle, que l'Armée libanaise assure la protection des opposants syriens qui agissent à partir du territoire libanais contre leur pays. La réponse de ce dernier a été sans équivoque [1].
L'attitude de Mme Connelly montre qu'il existe une décision américaine d'utiliser le Liban afin de mener des actions de subversion et de déstabilisation contre la Syrie, en transformant les bastions du Courant du futur –de Saad Hariri-, limitrophes à la frontière libano-syrienne, en principale base-arrière de l'opposition syrienne.
C'est le même schéma qui existait à l'époque où Jeffrey Feltman occupait le poste d'ambassadeur à Beyrouth. L'actuel secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires du Proche-Orient avait mis au point un plan visant à implanter dans les zones d'influence du Courant du futur des cellules des Frères musulmans syriens et des partisans d'Abdel Halim Khaddam, l'ancien vice-président syrien dissident, afin de tenter de déstabiliser le pouvoir syrien.
Les événements des six derniers mois en Syrie ont montré qu'il existe au Liban des équilibres et des équations qui empêchent la concrétisation du plan Feltman, quelles que soient l'intensité des pressions exercées sur le gouvernement de Najib Mikati. Les Américains ont tout essayé, y compris les tentatives d'associer le secteur bancaire libanais aux sanctions économiques et financières prises unilatéralement par les Etats-Unis et l'Europe contre la Syrie.
Le 14-Mars, toujours volontaire pour mettre en œuvre les plans américains destinés à protéger Israël en affaiblissant la Syrie, accepte encore une fois de jouer un jeu dangereux qui aura de graves répercussions sur la sécurité et l'économie du Liban. Ce que Washington exige du secteur bancaire et de l'Armée libanaise constitue une violation flagrante de l'accord de Taëf qui a mis fin à la Guerre civile. Cet accord stipule que le Liban ne peut être utilisé pour exécuter des politiques qui nuiraient à la sécurité et à la stabilité de la Syrie, et vice-versa.
Tout Libanais qui accepte de participer au plan de déstabilisation de la Syrie commet, avant tout, un crime contre son propre pays.
Le gouvernement libanais est responsable d'empêcher que le pays ne soit utilisé comme plate-forme destinée à exporter vers la Syrie les armes, l'argent et les hommes nécessaires à alimenter une contestation qui s'essouffle et qui n'a pas réussi, malgré les moyens gigantesques mis à sa disposition, à initier une dynamique de changement ou une alternative sérieuse, capable de convaincre le peuple syrien.
Seule l'Armée libanaise déploie de sérieux efforts pour lutter contre le trafic d'armes à partir du Liban et contre l'infiltration de cellules armées en direction du territoire syrien. Car elle est consciente que ce genre d'actions aura des répercussions dangereuses sur le pays. Par contre, le gouvernement et ses différents services font preuve d'un laxisme qui ne peut plus continuer sans risquer de se répercuter négativement sur les relations avec la Syrie et sur la stabilité interne.
Rédacteur en chef : Pierre Khalaf (*)
(*) Chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales de Beyrouth.
New Orient News (Liban)
Tendances de l'Orient No 52,
10 octobre 2011.
http://www.silviacattori.net/article2160.html

2-4 Guy Delorme : Les contradictions internes du président Ghalioun, reflets de celles de l'opposition extérieure ?

Il nous faut bien dire ici deux ou trois mots du « *Conseil national syrien* » officiellement lancé dimanche 2 octobre à Istambul, sous les auspice diplomatiques des Etats-Unis et de la Turquie. Le CNS est censé réunir « *les forces de l'opposition et de la révolution pacifique*« . Du coup on peut se demander si cette honorable assemblée a le moindre pouvoir sur les groupes armés salafistes et les déserteurs de l'armée qui les ont rejoints, qui ne font guère dans le pacifisme, depuis que le mouvement a débuté.
Mais passons : le CNS qui se veut « *le représentant de la révolution syrienne à l'intérieur et à l'extérieur* » réunit donc pour le quart d'heure les Frères musulmans, les « *comités locaux de coordination* » (les « correspondants locaux » de l'OSDH), des opposants « *libéraux* » ainsi que des représentants des minorités kurdes et assyriennes. **C'est, pour faire court, l'alliance de la carpe islamiste et du lapin « bobo-Facebook »**, symbolisée par la présence à la direction du CNS de Mohammed Riyad al-Chaqfa, dirigeant des Frères

musulmans, et de Bassma Kodmani, une autre intellectuelle exilée à Paris, chargée de mission au CNRS et chaude partisane du dialogue israélo-arabe. On est donc en droit de concevoir pas mal de doutes sur la pérennité de cette alliance de circonstance, qui n'a d'autre finalité, pour ses parrains turcs et euro-américains, que de servir de cheval de Troie à leurs intérêts géopolitiques et à leurs lubies idéologiques.

La belle lucidité – passée – du président Ghalioun

La présidence du CNS a été confiée à Burhan Ghalioune, un professeur de sociologie politique à l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle, âgé de 66 ans. Il dirige aussi un « *Centre d'études sur l'Orient contemporain* » basé à Paris, et a signé plusieurs ouvrages, dont *Islam & Politique – La modernité trahie* et *Le malaise arabe, l'Etat contre la Nation*. Il est aussi l'auteur de nombreux articles dans la presse internationale et française. Dont un que nous avons retrouvé sur le site francophone Palestine-Solidarité, daté de mai 2007 : intitulé « *Qui est responsable de la propagation de la violence dans le monde ?*« , l'article, traduit de l'arabe depuis le blog de Burhan Ghalioun, faisait le constat que la « *guerre contre le terrorisme* » initiée par l'administration Bush n'avait fait que développer celui-ci, tout en concourant à limiter les libertés civiles dans de nombreux pays – à commencer par les Etats-Unis. Les Etats-Unis que Burhan Ghalioun accusait d'utiliser cette guerre contre al-Qaida pour « *imposer leur ordre du jour politique et stratégique propre*« , et parlait notamment d' »*aventurisme désastreux* » à propos de la politique de Washington au Proche-Orient, dans le Caucase et d'autres régions du monde.

Et Burhan Ghalioun enfonçait hardiment le clou, écrivant noir sur blanc que derrière la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » « *se dissimulaient divers ordres du jour convergeant tous vers l'objectif des forces mondiales hégémoniques*« . Quel objectif ? Eh bien, notamment, « *crédibiliser les politiques expansionnistes d'Israël*, (…) *l'aider à isoler le peuple palestinien, à briser sa volonté et son moral afin de permettre à Tel-Aviv de conserver puis d'annexer les territoires annexé*s ». Et, d'une manière plus globale, constatait Ghalioun, cette guerre était « d*evenue la couverture théorique et idéologique justifiant les politiques américaines de suprématie, au Proche-Orient notamment*« . « J*amais contrainte colonialiste n'a joui d'une période de grâce plus longue ni d'une adhésion plus grande quant aux politiques américaines explicitement colonialistes au Proche-Orient, dans le Caucase et en Afrique, qu'au cours des deux dernières décennies* » résumait le professeur Ghalioun qui complétait ainsi sa démonstration : « *Jamais non plus Israël n'a connu de conjoncture plus favorable* (la guerre contre le terrorisme islamiste) *pour étendre ses colonies, renforcer sa présence dans les territoires palestiniens et syriens occupés et bafouer les intérêts des peuples, qu'au cours des vingt ans passés*« .

On ne peut que s'incliner devant la pertinence de cette analyse. Et se frapper le front en pensant **que c'est le même universitaire, syrien d'origine, si au fait des manoeuvres, mots d'ordre et arrière-pensées de la Maison Blanche, qui accepte avec émotion de prendre la présidence d'un gouvernement fantoche entièrement dans les mains des Américains et de leurs amis turcs**, lesquels s'intéressent beaucoup moins à la liberté et au bien être du peuple syrien qu'à la destruction ou au moins l'abaissement d'une nation qui gênent leur ami israélien (les Etats-Unis) ou qui contrarie leur plan d'hégémonie régionale (la Turquie). Burhan Ghalioun, qui avait tout compris en 2007, joue les idiots utiles (à Washington et Tel-Aviv) en 2011. Ambition, fatigue, rancune personnelle contre Bachar al-Assad ?

Guy Delorme, le 3 octobre 2011

http://www.infosyrie.fr/actualite/les-contradictions-internes-du-president-ghalioun-reflets-de-celles-de-lopposition-exterieure/

il faut bien dire ici deux ou trois mots du "Conseil national syrien" officiellement lancé dimanche 2 octobre à Istambul, sous les auspice diplomatiques des Etats-Unis et de la Turquie.

Le CNS est censé réunir "les forces de l'opposition et de la révolution pacifique".

Du coup on peut se demander si cette honorable assemblée a le moindre pouvoir sur les groupes armés salafistes et les déserteurs de l'armée qui les ont rejoints, qui ne font guère dans le pacifisme, [...]

2-5 New Orient News : La vague colonialiste se brisera en Syrie.

Les élites occidentales colonialistes se comportent comme si elles avaient repris l'initiative après l'occupation de la Libye et le lancement d'une contre-attaque avec la collaboration d'Israël, de la Turquie et des pays arabes tournant dans leur orbite, contre la Syrie et la Résistance libanaise.

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne agissent avec arrogance, alors qu'ils vivent une crise financière sans précédent. Ils s'investissent en Tunisie et en Egypte dans l'espoir de cueillir les fruits des révolutions populaires, alors que rien n'indiquent qu'ils engrangeront les dividendes souhaités. Le concept des guerres préventives a prouvé son échec et il sera suivi, très prochainement, par celui des guerres humanitaires, sorti à la hâte des tiroirs et dépoussiéré.

En Libye, les forces du Conseil national transitoire et ses alliés de l'Otan n'arrivent toujours pas à prendre le contrôle effectif de l'ensemble du pays; et en Syrie, Washington et ses alliés sont dans une impasse. Ils n'arrivent à arracher aucune concession à Bachar el-Assad sur les dossiers régionaux et ne parviennent pas, non plus, à déstabiliser de manière significative le pouvoir syrien, uni dans toutes ses institutions derrière son président. De plus, l'option de l'intervention militaire contre la Syrie est une menace que les Occidentaux gardent sur le tapis sans être en mesure de la concrétiser. Il n'y a pas à comparer entre les brigades de Mouammar Kadhafi, qui résistent encore au CNT et à l'Otan, et l'armée syrienne, beaucoup plus nombreuse, mieux équipée et certainement plus motivée à défendre la souveraineté de la Syrie et l'intégrité de son territoire.

Pourtant, les pressions exercées sur la Syrie sont immenses. Des pays comme l'Arabie saoudite et le Qatar financent les groupes extrémistes et leur assurent une généreuse couverture médiatique, tandis que la Turquie s'est chargée du soutien politique et diplomatique. Pendant ce temps, les armes affluent, surtout du Liban, pour tenter de déstabiliser le pouvoir syrien.

Les élites occidentales ne jubileront pas longtemps.

Lorsque la Syrie écrasera les groupes terroristes qu'elle a déjà connus dans les années 80, et qu'elle aura fini de nettoyer les derniers foyers de l'insurrection armée, elle ressortira renforcée de cette amère expérience qui aura couté au pays des centaines de vies humaines et des centaines de millions de dollars de pertes et de dégâts. Elle pourra alors passer à la contre-attaque pour briser une fois pour toute cette nouvelle vague colonialiste dont l'objectif principal est d'assurer un filet protecteur à Israël après le retrait des troupes américaines d'Irak, à la fin de l'année.
De nouveaux rapports de force seront alors consacrés et ils ne seront certainement pas en faveur de l'Occident et de ses séides locaux et régionaux. Bien au contraire, c'est l'axe de la résistance, dans toutes ses composantes, qui se verra renforcé. C'est alors que les vrais changements commenceront. Et cette fois, la vague emportera tous ceux qui auront collaboré ou misé sur une recolonisation du Machrek arabe.
http://www.palestine-solidarite.org/analyses.NewOrientNews.041011.htm

---

2-6 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie. (1)

Depuis des années maintenant, Israël, les Etats-Unis ainsi que leurs alliés européens et arabes ont tout fait pour casser le camp de la Résistance. Les israéliens et leurs suppôts arabes saoudiens ou égyptiens s'en prenaient à des innocents : les femmes, les enfants, les personnes âgées. En 2006, le Hezbollah inflige une défaite totale à Israël qui malgré ses 30000 soldats, ses canons, ses chars, ses bateaux de guerre et ses avions qui lancent des bombes à sous-munitions, est obligé de battre en retraite. Fin 2008 et en janvier 2009, le même procédé de guerre est utilisé contre Gaza qui avait été préalablement assiégé pendant 2 ans. C'est à nouveau l'échec pour Israël. On le voit la sagesse manque en Israël. Mais sûr de son destin, Israël ne s'avoue pas vaincu pour si peu que ça.
Maintenant le diable et ses partisans cherchent à défaire le dernier pays arabe qui refuse de reconnaître Israël. La Syrie qui aide la Résistance du Hamas et soutien le Hezbollah, est aussi l'allié de l'Iran (l'obsession israélienne par excellence). En marge des révolutions arabes la Syrie fait face à une immense tentative de déstabilisation. Sous couvert de révolution on paye des groupes armés venus du Liban, de Turquie, de Jordanie pour semer le chaos et le désordre.
Les violences de ces armées de mercenaires financés par l'hérétique Arabie ont fait quelques 200 morts parmi les forces de polices du pays. C'est déjà ces mêmes groupes armées qui avaient tiré à vue sur des civils lors de manifestations. La propagande sioniste se met en marche : les armées de Bachar al Assad tirent sur des foules sans défense. Comme en Libye on cherche l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU pour une « intervention humanitaire ».
Les mensonges des médias contre le gouvernement syrien se multiplient. La chaîne pro-israélienne France 24 diffuse une fausse interview de l'ambassadrice de Syrie en France, avec un fort accent arabe. Elle annonce sa démission à l'antenne et appelle Bachar Al-Assad à partir. Quelques heures plus tard la vraie ambassadrice dans un français impeccable et sans accent annonce qu'elle portera plainte contre la chaîne pour avoir diffuser cette fausse info. Il y a aussi la manipulation de la CIA qui avait fait circuler sur le net l'histoire d'une bloggeuse syrienne arrêtée et menacée de mort par le régime
Mardi 1er novembre 2011

2-7 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie. (2)

Le plan fomenté contre la Syrie a été élaboré, avec beaucoup de minutie. Un document britannique révèle que le sénateur US John Mac Cain, avait demandé à ses conseillers de rencontrer des opposants syriens, dans plusieurs capitales, à Londres, Paris et Istanbul, ainsi qu'aux États-Unis, pour les encourager à s'organiser.
Ensemble ils ont élaboré un plan pour déstabiliser et décrédibiliser le régime syrien et le pousser à la faute.
Avec l'appui financier des hérétiques saoudiens le plan consistait à s'emparer d'une région du territoire syrien, puis à y constituer un petit fief, pour en faire le bastion des insurgés et une tête de pont, pour l'intervention de l'Occident. Les opposants feraient de cette région «libérée» leur capitale, un peu comme l'est Benghazi, pour les rebelles libyens.
Ce plan a d'abord, été mis en œuvre, à Deraa, une ville choisie, en raison de sa proximité avec la Jordanie, ce fut l'échec. Les médias sionistes en Occident se saisissent de l'histoire du jeune Hamza Khatib, un adolescent retrouvé mort. Malgré les démentis des médecins légistes et du père de la victime, ces médias assurent que le garçon avait été torturé. Devant l'échec du plan, à Deraa, le choix s'est porté sur une autre zone, frontalière du Liban, Tall Kalakh, où des groupes armés ont pris le contrôle de la ville et poussés les habitants à l'exode vers le Liban, pour créer un «drame humanitaire» justifiant une intervention occidentale. Nouvel échec, en raison de la riposte vigoureuse, mais ciblée, de l'armée syrienne, qui fait preuve d'une cohésion remarquable face aux menaces de démembrement de la Syrie et de guerre civile programmée.
Après l'échec de cette nouvelle tentative, les États-Unis et leurs alliés ont utilisé les grands moyens, faisant entrer en scène la Turquie. Celle-ci a d'abord, accueilli sur son sol, à Antalya, non loin de la frontière avec la Syrie, une réunion d'opposants syriens hétéroclites. Juste après la fin de cette réunion, une escalade, sans précédent, a eu lieu sur le terrain, couronnée, par la prise de Jishr al-Choughour, non loin de la frontière turque. Mais, dans cet épisode, les groupes extrémistes ont montré leur vrai visage, massacrant 120 membres des forces de sécurité syriennes, dont certains ont été décapités. Les autorités turques ont, immédiatement, monté un camp, pour accueillir les réfugiés, facilitant l'arrivée de journalistes du monde entier, pour diffuser les images du «drame humanitaire».

La Turquie payera cher sa collaboration avec les juifs sionistes et leurs alliés occidentaux, contre la Syrie. Se soumettant au droit du plus fort, elle suit les pas du pays traitre, l'Arabie saoudite.
Source : Le journal du Forkane
Mardi 1er novembre 2011
http://www.lejournalduforkane.com...

2-8 Ali Dani : Le journal du Forkane : Le complot contre la Syrie (3)

Mercredi 2 novembre 2011

Aujourd'hui la Syrie est cernée au nord par la Turquie, au sud par Israël et à l'ouest par les Américains. C'est l'ennemi le plus acharné, le juif-sioniste, le plus vil des hommes qui est la cause de sa perte. Son nom, hantes sa lecture de la Bible. Dans son programme politique, la Syrie est depuis longtemps dans la ligne de mire. Comme pour la Libye de Kadhafi, c'est Sarkozy qui travaille pour la mise en œuvre du grand Israël. Il essaie par tous les moyens avec l'aide de Cameron et Berlusconi à faire voter au Conseil de sécurité, une résolution condamnant le régime syrien.
Mais Bachar al-Assad a commencé à mettre en place le processus de réforme pour aboutir à des amendements à la Constitution ou à une nouvelle Constitution après la nomination en avril d'un nouveau gouvernement. Les réformes politiques et administratives se multiplient. D'abord il y a eu l'annonce forte de l'abrogation de l'état d'urgence permanent. Puis, suite au manifestations sanglante de Deraa, le gouverneur a d'abord été limogé puis une commission d'enquête a été mis en place, pour savoir ce qui c'était passé. L'enquête permettra d'ailleurs de prouver les implications étrangères dans les violences et les tueries de Deraa. Une autre commission a été mise en place pour étudier quelques amendements constitutionnels pour ouvrir la voie à d'autres partis politiques que le Baas. Des recommandations seront faites par cette commission qui invitera une centaine de personnalités pour discuter des mécanismes de cette réforme. Les portes du dialogue sont ouvertes, déjà une réunion publique "d'opposants" pacifiques en faveur des réformes c'est tenue à Damas en toute sécurité.
Contrairement à Kadhafi qui est tombé dans le panneau, le régime syrien a réagi avec un mélange de fermeté et d'ouverture et a ainsi envoyé, des messages clairs à Ankara, affirmant qu'il ne tolèrerait aucune atteinte à son intégrité territoriale, d'ailleurs l'armée syrienne à repris le contrôle de Jishr al-Choughour, près de la frontière Turque pour éviter toute nouvelle infiltration de mercenaires. D'un autre côté, pour refroidir les ardeurs de l'occident et d'Israël, l'Iran a affirmé son soutien à la Syrie contre toute intervention étrangère. Le bras de fer se poursuit, donc.
Le régime et le peuple syrien restent soudés, gardant l'appui des institutions, notamment, l'armée. L'ennemi pensait qu'il pourrait reproduire, facilement, le modèle libyen, en Syrie. Mais là encore l'échec est total, sinon, comment expliquer le fait que, trois mois après le début des troubles, et en dépit des moyens énormes déployés, pas un seul officier, diplomates, hommes politiques ou responsable, n'ait fait défection. Le peuple a bien compris ce changement historique et a d'ailleurs affirmé son soutien au régime dans plusieurs manifestations pro-gouvernementales. Les images des millions de personnes appelant à soutenir l'action du gouvernement et scandant des slogans en faveurs des réformes proposées ont fait le tour du monde. Mais la presse sioniste a fait passé ces images comme une preuve contre le régime de Bachar al-Assad. Ceci confirme, que pour les sionistes passés maître dans la propagande et la désinformations, plus un mensonge est gros, plus il est facile à faire accepté à la populace.
Aussi pour Obama, Sarkozy et leurs maîtres sionistes ces réformes sont toujours insuffisantes. Alors que dans le même temps on célèbre la "sagesse" de M6 au Maroc pour ses fausses réformes constitutionnelles, qui ne servent qu'à tromper et à calmer le vrai ras-le-bol du peuple marocain contre cet hérétique. Pourquoi cette différence ? Cela parce que les réformes que veut le parti du diable n'ont rien à voir avec la liberté ou le pluralisme politique. Ce qu'ils veulent c'est la soumission, c'est la logique de la force qui prime, le reste c'est du vent. Les puissances veulent obliger la Syrie à reconnaître Israël et à cesser son soutien à la résistance du Hezbollah et du Hamas. Surtout il faut rompre ses liens avec l'Iran l'obsession israélienne par excellence.
La Syrie est un pays qui joue un rôle-clé, dans des dossiers cruciaux de la région, en Irak, en Palestine, au Liban, en Jordanie, et même, en Turquie. Il ne sera pas facile de la faire tomber, même pour les plus brillants stratèges israélo-US.
Il faut implorer Dieu pour la Parousie de l'Imam Al-Mahdi pour sauver ces pays, il viendra avec sa grande révolution pour châtier les criminels et sauver tous les autres.

---

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La délégation de l'ALBA à Damas condamne l'impérialisme américain

3-1 Le régime est solide et Bachar al-Assad est populaire.

Les visiteurs libanais et étrangers de la capitale syrienne estiment que le pouvoir damascène tient bon face aux pressions et aux actes terroristes et qu'il n'est pas près d'être renversé.

Pour l'anecdote, certains vont même jusqu'à dire que ceux qui réclament le départ de Bachar al-Assad, notamment les présidents français, Nicolas Sarkozy, et américain, Barak Obama, pourraient partir avant lui, balayés par la colère des électeurs lors des présidentielles prévues en 2012 dans les deux pays.
Ces visiteurs, qui se sont rendus à Damas ces dix derniers jours, ont pu constater par eux-mêmes que le régime reste solide et solidaire, avec toutes ses institutions administratives, militaires et sécuritaires, ainsi que diplomatiques.
Six mois après le début de la crise, les opposants ne sont toujours pas parvenus à occuper une ville qui servirait de tête de pont à une intervention étrangère, en dépit de l'importance de l'appui américain, européen, turc et des pétromonarchies.
L'armée reste soudée derrière le président Assad et les désertions de certains officiers subalternes, encouragés par l'étranger, ne constituent aucun danger réel.
Rejoignant les groupes extrémistes armés, ils arrivent tout au plus à prendre le contrôle de certains quartiers d'où ils sont très vite délogés par la troupe. Celle-ci procède de manière systématique à travers des opérations spéciales et ponctuelles, dans le but d'éviter de lourdes pertes civiles et d'importantes destructions, ce qui risquerait de provoquer la colère de la population. C'est ce qui explique les bilans civils relativement léger lors des opérations militaires et celui relativement élevés dans les rangs de l'armée.
Le contrôle du terrain par les troupes légales et le pouvoir central empêche la crise de glisser vers la guerre civile et l'affrontement confessionnel, pour lequel les pétromonarchies, la Turquie et l'Occident travaille d'arrache-pied.
L'ambassadeur de France à Damas, Eric Chevallier, qui a effectué récemment une courte visite à Beyrouth, a confié à ses interlocuteurs que le président Assad, encore très fort sur le plan militaire, bénéficie aussi d'une large popularité parmi son peuple. C'est ce qui rendrait son renversement difficile voire impossible. L'ambassadeur a rapporté à ces interlocuteurs libanais que l'Occident est gêné par la question syrienne, et certains États commencent à croire que les positions occidentales ont peut-être été improvisées et prises à la hâte.
L'objectif de l'Occident est de pousser les régimes arabes à partager le pouvoir avec les Frères musulmans, dans une tentative de se réconcilier avec l'Islam surtout après la mort d'Oussama Ben Laden. En Égypte, la Confrérie devrait, selon les pronostics les moins optimistes, remporter quelque 25% des sièges. Même chose en Tunisie. En revanche, Bachar al-Assad a rejeté tous les conseils turcs et autres d'inclure les Frères musulmans au Parlement et au gouvernement, estimant que si les membres de cette organisation devaient arriver au pouvoir, ce serait par le biais des élections. En même temps, il a réaffirmé sa détermination à lancer le processus de réformes politiques et constitutionnelles qui pourrait permettre une meilleure représentation de la population syrienne dans les différents niveaux du pouvoir. Si le Premier ministre turc semble déterminé à couper les ponts avec le régime syrien, de plus en plus de chancelleries européennes se demandent si la décision de faire chuter le régime a été réellement prise.
Certains analystes estiment plutôt qu'après avoir décidé d'en finir avec le régime de Bachar al-Assad, pour affaiblir l'Iran et le camp de la Résistance, l'administration américaine aurait donné un coup de frein à son action, d'abord à cause de la solidité du régime syrien, mais aussi en raison de l'étendue et de la gravité des conséquences de la situation en Syrie sur l'ensemble du Moyen-Orient
http://www.neworientnews.com/...

Les communistes Syriens soutiennent le mouvement pour des réformes démocratiques mais mettent en garde sur l'ingérence impérialiste croissante et les risques d'un 'scénario Libyen'

3-2 Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien (unifié).

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés dans notre pays, la Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et tordre le cou à certains mensonges montés de toute pièce et médiatisés par la propagande impérialiste visant la Syrie.
Depuis que les événements ont commencé en mars dernier, des dizaines de chaînes de télévision en Amérique, en Grande-Bretagne et en France, certaines chaînes dans le monde arabe, et des centaines de sites internet ont travaillé d'arrache-pied pour falsifier la réalité sur ces événements, en tout cas pour l'opinion publique mondiale, avec des programmes spécifiques diffusés en ce sens, jour et nuit.
Le président Américain fait des déclarations quotidiennes comprenant des menaces directes visant la Syrie, ainsi qu'une ingérence flagrante dans les affaires internes du peuple Syrien.
Plusieurs hauts dignitaires de l'Union européenne suivent les pas du président Américain.
Ces menaces et ces ingérences ont atteint un sommet lorsque le président Américain a affirmé l'illégitimité du régime Syrien. Des sanctions sévères et injustes ont été imposées au peuple Syrien et à son économie. Plus dangereux encore, des plans sont discutés et impulsés par l'OTAN afin de lancer des vagues de frappes aériennes pendant plusieurs semaines contre 30 sites stratégiques en Syrie, ressemblant exactement à ce qui s'est passé en Yougoslavie.
Certains hauts dignitaires Européens ne vont pas hésiter à appeler à traiter la situation en Syrie avec des méthodes qui en ferait une pâle copie de la crise Libyenne. Des dizaines de milliers de civiles ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et pendant ce temps, la Libye est divisée.
Des Etats-membres de l'alliance impérialiste internationale essaient, par tous les moyens possibles, de faire adopter une résolution du Conseil de sécurité condamnant la Syrie, qui serait suivie par des résolutions successives contre la Syrie et la soumettre au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, afin qu'une campagne agressive puisse être légitimée. Grâce à l'opposition de la Russie et de la Chine, accompagnées de l'Afrique du sud, l'Inde,

le Brésil et le Liban, les tentatives impérialistes au Conseil de sécurité de l'ONU sont tout simplement, jusqu'à présent, un échec.

Toutes ces manœuvres sont justifiées de deux façons :

Des manifestants sont tués en Syrie, on a recours à des méthodes sécuritaires dans le traitement des manifestations ;

La manipulation des insuffisances du régime en Syrie, tels que le manque de démocratie et le monopole du pouvoir exercé par le parti au pouvoir, afin de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des changements internes, bien que tout changement interne doive être considéré comme une partie intégrante de la souveraineté nationale de n'importe quel pays ;

En fait, plusieurs manifestations ont eu lieu dès le mois de mars, appelant à des réformes sociales, économiques et démocratiques. La majorité de ces revendications ont été soutenues par notre parti comme une façon de s'opposer aux effets néfastes de la mise en œuvre de mesures économiques libérales, issues des accords passés avec le FMI, et de la transformation de la Syrie en une économie de marché. Les effets ont été très mauvais sur le niveau de vie des pauvres et des couches moyennes.

La direction politique du pays a été constamment mise en garde, par la presse du parti, des rencontres officielles ou des mémorandums officiels, le dernier il y a cinq semaines de cela. Les manifestations étaient pacifiques. Elles ont été bien vite manipulées par des religieux fondamentalistes et des groupes radicaux à l'idéologie obscurantiste.

De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales. Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations. Des dizaines de civils et de soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tout derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, d'une part, et la Turquie, la Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.

Quoi qu'il en soit, les bandes armées n'ont pas réussi à établir une base frontalière stable. Cela a coûté à la vie à des centaines de civils et de soldats, plus de 2 000 victimes. Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée Syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées.

Pressé par les événements, le gouvernement a adopté plusieurs réformes sociales et démocratiques comprenant : l'annulation des lois d'urgence, des tribunaux exceptionnels, et le caractère légal accordé aux manifestations pacifiques. Récemment, une nouvelle loi électorale et une loi permettant la création de partis politiques ont été adoptées. Est en cours de préparation une nouvelle constitution ou une constitution modifiée.

De nouvelles lois couvrant les domaines des médias et de l'administration locale ont également été adoptées.

Les objectifs de ces lois et mesures sont : casser le monopole du pouvoir exercé par le parti Baath, pour établir une société pluraliste et démocratique, pour garantir les libertés publiques et privées, pour aider au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.

En dépit de nos réserves quant à certains articles, ces lois sont très importantes. Pendant plus de quarante années, notre parti a lutté pour que de telles lois soient adoptées. Si ces lois étaient mises en œuvre, elles pourraient être un pas important en avant, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.

De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures, tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tentions communautaires.

Tenter de dépeindre le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits.

Nous pouvons résumer la situation de la façon suivante :

Les tentions armées dans les villes Syriennes ont diminué. Les bandes armées ont subi de lourdes pertes. Cependant, certaines d'entre elles sont capables de reprendre leurs activités ;

Les manifestations pacifiques n'ont pas disparu et ne sont pas confrontées à la violence de l'État, à moins qu'elles se soient accompagnées d'agissements violents.

L'État a invité l'opposition nationale à participer à un dialogue politique général visant à contribuer à la réalisation de la transition à la démocratie et au pluralisme de façon pacifique. Ce dialogue doit affronter de nombreuses difficultés, la plus importante d'entre elles est la pression de groupes armés qui s'opposent au dialogue pacifique et à une solution pacifique, et dépendant du soutien de l'étranger.

Les menaces impérialistes et colonialistes contre la Syrie se sont intensifiées. Bien que ces menaces posent de nombreuses difficultés, nous devons être prêts à les affronter.

Pour ce qui est de la situation dans notre pays, il apparaît que :

Les mouvements de protestation existent toujours à différents niveaux. Ils diffèrent d'un gouvernorat à l'autre. On peut remarquer que la plupart des mouvements partent des mosquées, des zones rurales et des taudis, pour se diriger vers les centres-villes ;

Les mouvements parmi les minorités ethniques ou religieux sont rares. Dans les usines, les universités et les syndicats, il n'y a pas de mouvement ;

Dans les cercles de la grande bourgeoisie, qu'elle soit industrielle ou économique, en particulier dans les grandes villes comme Aleppo, Lattakia et Damas, il n'y a pas de mouvement ;
Il n'y a aucun mouvement parmi les clans et les tribus ;
L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers. Certains sont patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger.
Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires.
Sur place, les groupes les plus actifs et importants depuis le début des manifestations sont les coordinations locales qui comprennent des groupes de jeunes n'ayant pas d'orientations ou de plans idéologiques communs clairs si ce n'est le slogan : « A bas le régime ! ». Ils sont vulnérables aux pressions externes et internes.
L'opposition en exil composée essentiellement d'intellectuels, de traditionalistes, de personnes qui ont abandonné le régime et ont certains contacts à l'intérieur (Khadam et Refaat Al Assad).
Durant la dernière période, ces forces ont organisé plusieurs conférences à l'étranger (exceptée une rencontre organisée à l'hôtel Samir Amis à Damas par l'opposition interne), dans l'objectif de mobiliser des forces et de coordonner leurs positions Des différences idéologiques, politiques ainsi que d'intérêts l'ont emporté. Certaines forces d'opposition à l'étranger ont travaillé dur pour obtenir le soutien des forces étrangères colonialistes.
Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne mènent la campagne internationale de menaces et de provocation contre le régime en Syrie visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie, en particulier des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations internationales, la Russie et la Chine continue de s'opposer à de telles sanctions et mesures. La Turquie a choisi une position opportuniste qui fluctue en fonction de ses intérêts régionaux et politiques. Grosso modo, il y a une unanimité internationale dans l'opposition aux mesures militaires directes contre la Syrie, comme cela s'est produit en Libye, étant donné que la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU n'adoptent pas de résolutions ouvrant la voie à cette perspective.
Le conflit sur cette question est féroce.
Excepté le Qatar qui joue un rôle vital et important dans la conjuration contre la Syrie, il existe différentes opinions et position dans le monde Arabe concernant la situation en Syrie ;
Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie des masses s'intensifie ;
Le régime est cohérent et offre de grandes potentialités. Cinq mois après le début des événements, aucune des institutions de base (le parti, l'armée, la sécurité, les institutions d'État, les ambassades, les organisations populaires, les syndicats, le Front national progressiste...) n'a connu de divisions ;
Assurément, le tableau n'est pas statique, et doit être perçu dans ses aspects dynamiques, son évolution et son développement jour après jour.
Parmi les scénarios possibles :
La crise pourrait continuer encore pendant une longue période, menant à d'autres catastrophes, bains de sang et souffrances ;
Un effondrement menant à l'anarchie générale, une guerre civile ou quelque chose de ce genre, ouvrant la voie à une intervention extérieure ;
Une division claire dans l'opposition peut se produire, faisant en sorte qu'une partie d'entre elle s'ouvre à un dialogue sérieux avec le régime pour parvenir à un nouveau contrat social dans le pays ;
Un terme aux divergences d'approches et à l' « immobilisme » en ce qui concerne les forces du régime ;
Il y a deux issues possibles : soit l'avancée vers une solution politique à la crise rendant possible une fin rapide et définitive, soit la poursuite du recours au traitement sécuritaire de la crise quelqu'en soit le prix.
Il est difficile de prédire la manière dont une solution décisive sera atteinte.
Certains événements inattendus peuvent se produire, poussant tous les partis à trouver un accord, ou à accepter un accord imposé par des puissances étrangères pour aider le pays à trouver une issue au tunnel dans lequel il s'est engouffré.

Où en est le parti désormais ?
Pour commencer, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que notre parti a envoyé un mémorandum au commandement régional à la veille de la 10ème conférence nationale du parti Baath en 2005. Le parti a demandé à ce que l'État soit séparé du parti, que la démocratie et les libertés soient garanties, que les lois d'urgence soit levées, qu'une loi démocratique pour les partis soit adoptée, que les prisonniers d'opinion et politiques soient libérés, que l'on mette un terme à la domination du parti Baath sur les syndicats, que la corruption soit combattue, etc.
En outre, nous tenons à ajouter que le parti a affirmé, dans tous les documents adoptés dans la dernière période, qu'il soutenait la position nationale de la Syrie.
Pour réaliser cet objectif, les besoins sociaux, économiques et démocratiques des masses populaires doivent être satisfaits. Nous avons discuté en détail de ces revendications dans nos conférences et documents.
Dans son analyse de la crise profonde actuelle de notre pays, notre parti avait indiqué clairement que la principale contradiction se trouve entre la formule politique selon laquelle le pays est gouverné depuis des décennies et les

revendications de démocratie, de développement social, économique et culturel dont a besoin la société Syrienne.
Le fond de notre position, c'est que cette formule politique repose sur le monopole de l'autorité par le parti Baath, la tutelle sur le mouvement populaire et ses organisations. Cette formule a mené à la décadence et à la bureaucratie, et à la corruption de l'appareil d'État. Par conséquent, les plans de réforme économique et sociale doivent être pris en considération, mis au niveau des exigences de progrès.
En bref, notre parti estime que le fond de la crise actuelle réside dans le décalage entre la structure du régime et les tâches que doit affronter la Syrie. Dans le même temps, le parti insiste sur le fait que l'ennemi et les forces impérialistes font de leur mieux pour utiliser ce décalage interne pour rendre possible la conjuration contre la Syrie, et l'utiliser comme un cheval de Troie pour servir son objectif bien connu, comme nous l'avons mentionné ci-dessus.
En conséquence, le Parti communiste syrien (unifié) n'est pas neutre pour ce qui est de l'alternative nécessaire, d'une part, et des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, d'autre part.
Une solution politique passant par la poursuite de réformes véritables et radicales est la seule issue à la crise. Les mesures sécuritaires ne font que développer les facteurs de la crise, et l'approfondir toujours plus tout en vidant de son sens le contenu des réformes.
Nous affirmons que la situation actuelle rend nécessaire un dialogue constructif et loyal entre toutes les forces patriotiques et honnêtes, indépendamment des différences d'opinions et d'idées dans l'objectif de parvenir à un accord ou à un plan de réformes radicales répondant aux besoins des masses populaires et des garanties sur la création d'un État civil laïc et démocratique s'opposant aux plans impérialistes et Israéliens dans la région.
Si le dialogue nécessite l'existence d'un climat propice, le dialogue même pourrait contribuer à créer un tel climat, car les autres options ne conduiraient qu'à de nouveaux bains de sang, de nouveaux désastres pour le pays et pour le peuple.
Chers camarades,
Étant donné la faiblesse des médias Syriens face aux gros médias de l'impérialisme, à la mobilisation des forces du monde entier contre la Syrie, et à l'alliance anti-Syrienne composée des puissances impérialistes ainsi que de leurs marionnettes dans la région, y compris la Turquie, qui a adopté une politique pragmatique pour se partager l'hégémonie dans la région avec les pays européens, pour toutes ces raisons, notre parti espère que tous les partis communistes, ouvriers et démocratiques dans le monde contribueront à diffuser ces précisions dans l'opinion publique de leurs pays respectifs.
Ainsi, nous appelons ces partis à soutenir la Syrie car elle est le plus important des pays Arabes à résister aux plans impérialistes de domination du Moyen-Orient, et à s'opposer fermement au plan Américano-Israélien visant à diviser la région en diverses entités communautaires dont le contrôle serait rendu plus facile.
La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak. De plus, elle soutient le droit du peuple Palestinien à libérer ses territoires et à fonder un État national avec Jérusalem comme capitale.
Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste syrien
Traduction JC pour http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/
http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-les-communistes-syriens-soutiennent-le-mouvement-pour-des-reformes-democratiques-mais-mettent-en-gar-85171806.html
27 sept.

3-3 Pr. Elias Zahlaoui : Lettre ouverte d'un prêtre syrien à Alain Juppé.

20 septembre 2011

Monsieur le Ministre, Depuis votre nomination au poste de Ministre des Affaires Étrangères de la France, vos déclarations à l'encontre de mon pays la Syrie, sont, pour le moins qu'on puisse dire, sinistres et orageuses.
Pas plus tard qu'hier vous avez accusé la Syrie d'être responsable de crimes contre l'Humanité, emboîtant ainsi le pas de votre prédécesseur Bernard Kouchner, le valeureux « défenseur des droits de l'homme » !
Ces graves accusations, vous vous plaisez à les lancer contre la Syrie, chaque fois que vous vous trouvez au cœur de ce boiteux et aveugle Conseil de Sécurité ; ou encore quand vous vous pavanez auprès de Mme Hilary Clinton.
N'auriez-vous donc pas été parachuté au Quai d'Orsay, après votre longue disgrâce politique, par on ne sait quelle main mystérieuse, pour préparer et justifier aux yeux de l'opinion publique, française et internationale, la destruction programmée et définitive de la Syrie, pour bien assurer la survie d'Israël ?
Ignorez-vous donc que cette opinion publique, française et internationale, est savamment matraquée par des médias au service aveugle des tout puissants lobbys sionistes ?
Ignorez-vous aussi que ces fameuses Instances Internationales, qui ont pour noms Assemblée Générale des Nations-Unies, Conseil de Sécurité et Conseil des droits de l'Homme, qui sont censées asseoir la justice et la paix mondiale, sont, depuis des décades, effrontément manipulées par les États-Unis ?
Ignorez-vous aussi que ces mêmes États-Unis, leurs présidents en tête, sont, de l'aveu même de chercheurs américains, courageux, comme Paul Findley, Edward Tivnan, Noam Chomsky, David Duke, Franklin Lamb, Stephen Walt et John Mearsheimer, sont tenus en laisse par le tout-puissant lobby israélien ?
La Syrie, dites-vous, est responsable de crimes contre l'humanité. Mais depuis quand est-il interdit à un pays de défendre son existence propre, ainsi que la sécurité et la dignité de ses citoyens ?
Cela ne serait-il permis qu'aux puissants de ce monde, comme les États-Unis, la
France, l'Angleterre et l'Allemagne, qui s'érigent toujours, en dépit de leur écœurant machiavélisme et de leurs distorsions sans nombre, en arbitres infaillibles des droits et des légitimités de toute sorte ?

En attendant, et surtout depuis les mystérieux événements du 11 septembre 2001, vous prenez prétexte de tout pour justifier l'injustifiable, comme d'envahir et de détruire d'autres pays, comme l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak, et tout dernièrement la Lybie, pour en faire à votre façon odieuse, des "paradis" de paix, de droits et de démocratie !
N'est-il pas vrai que vous êtes intervenus en Lybie, pour soi-disant protéger les droits humains des civils, contre un dictateur, que, pourtant, la France et l'Italie n'ont cessé de flatter, et que l'Angleterre et les États-Unis ont fini par chérir ! Et vous vous en êtes acquittés en laissant sur le sol de la Lybie, un charnier de 50,000 morts, pour la plupart des civils.
Ah, de quelle "bravoure" vous y avez tous fait preuve !
Je me dois aussi de signaler que vous avez eu l'intelligence de ne pas toucher aux installations de pétrole, but unique et ultime de votre fameuse "intervention humanitaire" !
Étrange "humanisme" que celui des États-Unis, de la France, de l'Angleterre, de
l'Allemagne et de l'Italie, digne, il est vrai, de l'Histoire de vos différents pays, toute remplie, sans exception, d'injustices, de charniers et d'horreurs !
Cependant, si, en Occident, vous êtes si sensibles au problème des droits de l'homme, pouvez-vous me dire ce qui vous rend totalement aveugles à ce que fait Israël en Palestine, depuis plus de 60 ans, en décimant systématiquement le peuple palestinien, et en dévorant même la portion de terre, qui lui a été décidée par les fameuses Nations Unies en 1947 ?
A ce propos, Monsieur le Ministre, pouvez-vous m'assurer que la France et tous les pays occidentaux, si servilement alignés sur les États-Unis et Israël, ne voteront pas le 20 septembre courant, contre le droit du Peuple palestinien à avoir "sa " Patrie, si réduite soit-elle ?
Seriez-vous donc aussi, tous en Occident, aveugles et esclaves, pour ne pas oser voir, et dénigrer ce qu'a fait et continue de faire, Israël, sans impunité, au Liban, en Égypte, au Soudan, en Syrie, et même en pleine mer, contre les bateaux venus au secours des habitants de cette immense prison de Gaza, d'un million et demi d'habitants ?
Par quelle étrange procédure, Israël a pu arracher la langue de tous ces "Grands" de l'Occident, pour s'être privés, durant tant d'années, de lui adresser le moindre reproche, face aux monstrueux et continuels défis qu'il ne cesse de lancer à tout moment, à toutes les lois et conventions internationales, dont l'Occident pourtant est l'auteur ?
Pauvre et monstrueux Occident ! Savez-vous dans quel gouffre vous vous précipitez, et où vous risquez d'embarquer bientôt le monde entier ?
Monsieur le Ministre, sachez bien que je ne vous déteste pas. Mais je vous plains. Tout comme je plains avec vous, toute l'Église d'Occident qui devrait crier tout haut, face à de telles distorsions et injustices, comme l'a fait un jour le Cardinal de Boston, Mgr. Bernard Law, en adressant une terrible lettre ouverte à Mr. Georges Bush, lettre qui lui a valu d'être démis peu après. Cette Église d'Occident, serait-elle donc réellement morte, comme je vous l'avais dit dans la première lettre ouverte, que je vous avais adressée en date du 9/6/2011 ?
Et pourtant, ce qui se passe au niveau du monde, et ce qui se commet par les
Puissances Occidentales, sont de nature à réveiller les morts. Il a donc fallu la toute dernière visite du Patriarche Maronite en France, Sa Béatitude Béchara Raï, pour dire à la France et à tout l'Occident, à travers la France, sa triste vérité.
Qu'il en soit remercié, au nom de tous les opprimés du monde, surtout les opprimés du Monde Arabe et Musulman.
Pr. Elias ZAHLAOUI
20 septembre 2011
Source : mondialisation.ca
.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19